

RAPPORT D'ANALYSE MENSUELLE DES DONNEES DU MONITORING
DE PROTECTION

MOIS DE MAI 2018
Diffa, Niger



I- APERCU DE L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION DANS LA REGION DE DIFFA

La situation sécuritaire dans la région de Diffa est restée volatile durant ce mois de Mai. L'opération « *AMIN FARKAT* » de la Force Multinationale Mixte continue dans la Région. Les ratissages en cours occasionnent des restrictions de mouvements, notamment dans les localités de Toumour, Bosso et Gueskerou. Si ces restrictions ont été levées à la fin du mois, l'Etat d'urgence a été reconduit et le couvre-feu est toujours en vigueur.

Un délai d'un mois avait été accordé aux villages de Mainé-Soroa ayant reçu des ordres de déguerpissement. Toutefois, aucun mouvement de populations n'a été observé à l'expiration du délai.

Le département de N'Guigmi a connu une certaine accalmie avec la baisse sensible des incidents criminels et terroristes et des conflits communautaires. Toutefois les actes de pillages et d'extorsion de biens n'ont pas cessé dans les localités de Blabrim et Kablewa. Par ailleurs, les violences basées sur le genre ont augmenté surtout chez les femmes veuves et jeunes filles, du fait de leur extrême vulnérabilité.

L'accès au logement demeure également préoccupant pour les déplacés occupant les parcelles des tiers tel que relevé dans la commune de Goudoumaria (Goudoumaria et Kilakam), à Diffa, Mainé et N'Guigmi.

Au total, 27 incidents de protection ont été rapportés au cours du mois sous revue.

II- MONITORING COMMUNAUTAIRE

A- Mouvement de population

1) Déplacements internes

16 ménages de 72 personnes ont quitté les sites de Kindjandi et Garin Wanzam pour s'installer à Koublé Iguir tandis que 11 autres ménages de 44 personnes ont quitté Gagamari pour s'installer à Maina Kadeyri par manque d'accès à l'assistance.

Un mouvement de femmes de certains sites vers la ville de Nguimi a été relevé. Il s'agit d'un groupe de 05 femmes et 12 jeunes filles, âgées de 12 à 15 ans, extrêmement vulnérables des sites de Rimi, Tchougoua, Lari et Kangouri, n'ayant pas accès à l'assistance en vivre qui se rendent à Nguimi en quête d'emplois (travaux domestiques), s'exposant ainsi à divers problèmes de protection.

2) Mouvements du Nigeria vers le Niger

Sommés par l'armée nigérienne de quitter la localité de Kanama/Nigeria en raison des opérations militaires en cours, près de **30 ménages** de 100 personnes essentiellement composés de femmes, d'enfants et de personnes âgées ont trouvé refuge dans la localité de Ngarwa Koura /Niger (15km à l'Est de Diffa) et environs.

Cependant, l'absence des bras valides (hommes et jeunes) a fait peser sur ces déplacés des soupçons d'appartenance aux groupes armés non étatiques et a conduit à leur *retour forcé* vers le Nigeria par les autorités nigériennes malgré l'intervention et le plaidoyer des acteurs humanitaires.

Cette situation a été rapportée à la Représentation du HCR au Nigéria afin d'assurer que ces personnes soient localisées et transférées dans une localité plus sécurisée où elles pourraient bénéficier d'une assistance adéquate.

3) Mouvements vers le Nigéria

La mise en place d'une base militaire à Gachakar, au Nigéria ainsi que la réduction de l'accès à l'assistance ont poussé 32 ménages de 232 personnes réfugiées à Koulo Koura à retourner à Kaynowa, leur village d'origine situé à environ 1 km en territoire nigérien. Ces ménages vont s'occuper de la préparation de leurs champs et rizières pour les prochaines récoltes.

04 ménages de 19 personnes en provenance de Sabon Carré, un quartier de la ville de Diffa, sont repartis à Baga (Nigeria) afin de reprendre les activités de pêche pour subvenir à leurs besoins.

02 autres ménages de 09 personnes résidant au quartier Adjimeri à Diffa sont également retournés à Kross (Nigeria) compte tenu de la stabilité de la situation sécuritaire.

25 ménages de réfugiés sont arrivés à Baga au Nigéria en provenance du Camp de Darsalam (Tchad). Ils ont transité par N'Guigmi et Diffa avec l'intention de rejoindre la ville de Maiduguri.

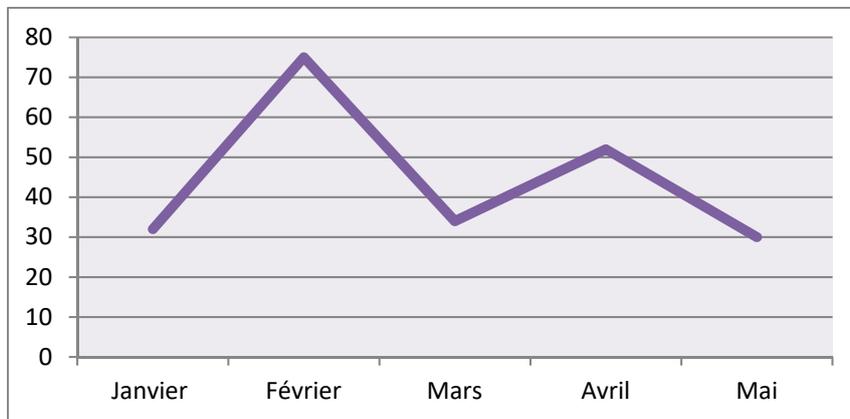
B- Incidents de Protection

Les incendies involontaires, les incursions armées par des individus appartenant aux groupes armés non étatiques, les enlèvements, les cas de VBG, les extorsions de biens/vols et pillages, les arrestations constituent l'essentiel des 27 incidents de protections rapportés au cours du mois de Mai 2018.

Les localités concernées par ces incidents sont : Mainé-Soroa (07 cas) N'guigmi (06), Gueskéro (05), Chétimari (04), Diffa (03) et Bosso (02).

Les facteurs favorisant la baisse des incidents de protection, sont entre autres l'opération de la Force Multinationale Mixte en cours dans la zone. Parallèlement à cela, l'action conjuguée des acteurs intervenant au niveau de la cohésion sociale a aussi impacté positivement sur la baisse des conflits fonciers.

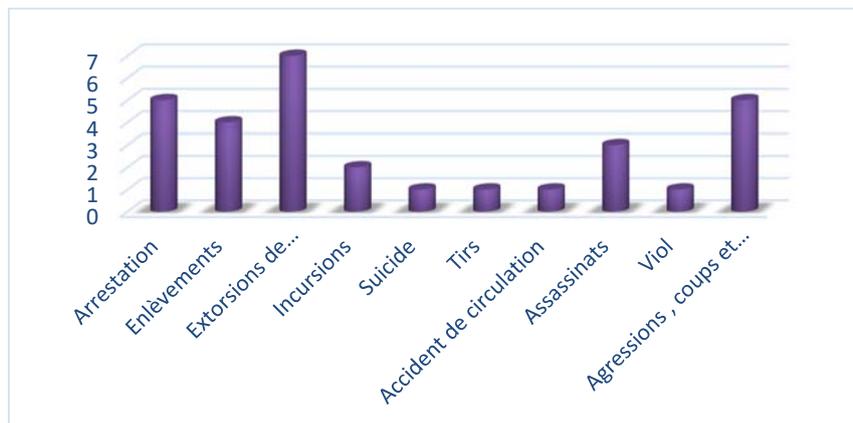
➤ **Tableau comparatif des incidents de janvier à Mai 2018**



L'extorsion de biens et le pillage sont les incidents les plus fréquents rapportés dans la région de Diffa en cette période ; grâce aux missions de sensibilisation, aucune tension intercommunautaire n'a été observée.

Néanmoins des cas d'arrestations ont été rapportés par les points focaux. Ces arrestations ont été opérées par les forces de défense sur dénonciation populaire et concernent des personnes supposées être en lien avec les groupes armés non étatiques.

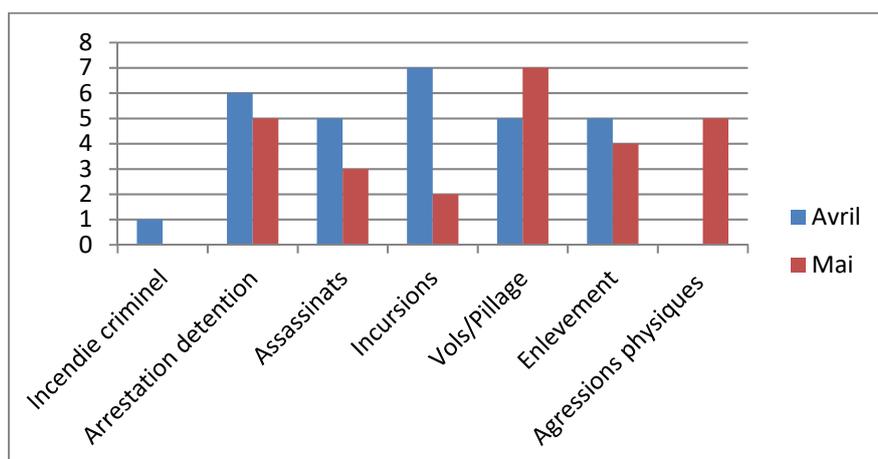
➤ **Répartition par incidents**



Les arrestations, vols/pillages, enlèvements et agressions physiques ont connu une hausse au cours des 02 derniers mois.

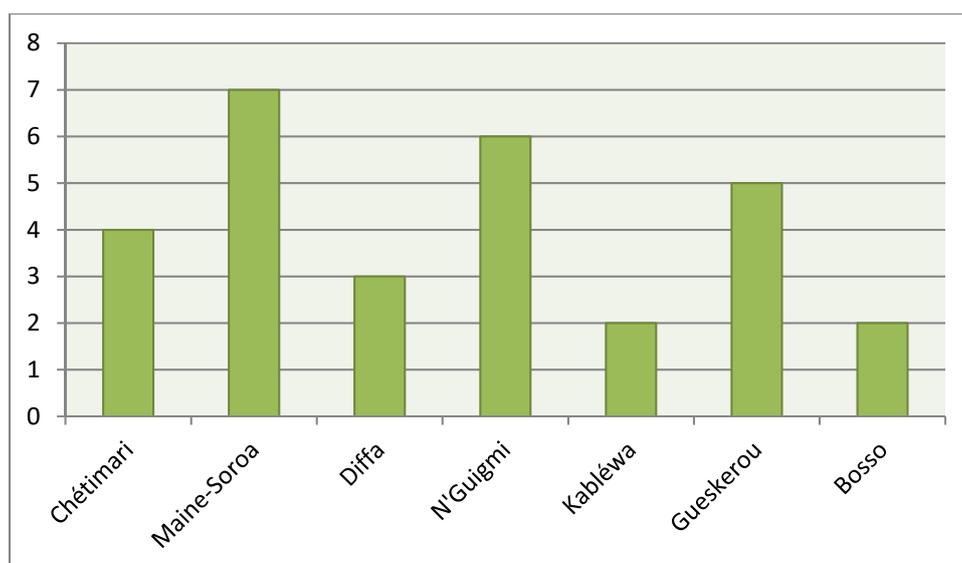
Ces incidents se développent en marge des exactions commises par les éléments des groupes armés non étatiques et s'expliqueraient par le manque d'opportunités pour les jeunes, la diminution de la distribution des vivres mais aussi par la recrudescence de la circulation d'armes dans les îles du lac Tchad, notamment par les milices d'autodéfense peuhles et arabes, tel que mentionné dans le rapport du mois d'avril 2018.

➤ **Tableau comparatifs des incidents des mois d'Avril et Mai**



➤ **Répartition des incidents par communes**

Les communes les plus touchées par ces incidents de protection sont Mainé-Soroa, N'Guigni, Gueskerou, Chetimari et Diffa.



C. Incendies

02 cas d'incendies ont été enregistrés en mai contre 06 cas en avril. Cette baisse notable est due aussi bien à la fin de l'harmattan qu'à l'utilisation rationnelle du feu de bois et surtout l'utilisation plus courante du gaz domestique. Les messages de sensibilisation sont répétés de manière continue pour maintenir le cap.

III- PREVENTION ET REPOSE AUX VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

A. Prévention

37 séances de sensibilisations ont été conduites par les partenaires avec l'appui des groupes femmes et les comités de protection.

04 séances de masse conduites par les partenaires avec la troupe théâtrale Miroir à travers une caravane de sensibilisation qui a concerné les sites Kindjandi, Garin wazam, Sayam et deux sites de Mainé.

Ces sensibilisations ont porté sur les conséquences des violences basées sur le genre notamment, les violences sexuelles, le mariage forcé et les violences conjugales, la cohésion au sein du couple, ainsi que les services disponibles.

3 863 personnes, dont 474 hommes, 1657 femmes, 625 garçons et 1107 filles ont été touchées par ces activités. L'objectif est de conscientiser la population sur les conséquences néfastes des VBG et un changement de comportement

A l'occasion de la Journée Nationale de la Femme Nigérienne, célébrée le 13 mai, une séance de sensibilisation a été animée sur les sites de Maina-Kaderi (Diffa) et Diléram (N'Guigmi) à travers les groupes de discussion et la sensibilisation de masse. Au total 399 femmes, 75 filles et 32 hommes ont pris part à cette activité.

Des messages clés de sensibilisation sur la protection contre les SGBV et la prévention de l'exploitation et abus sexuels pour diffusions radiophoniques dans la région de Diffa ont été partagés avec le partenaire SFCG.

B. Réponses

20 nouveaux cas de violences basées sur le genre ont été identifiés par les partenaires: 02 cas de viol, 09 cas d'agressions physique, 02 cas de violence psychologique 01 cas de déni de ressources, 05 cas de mariage précoces et 01 cas de sexe de survie.

Ces cas ont été documentés et sont répartis dans 05 communes notamment : 01 cas à Diffa, 03 à Gueskerou, 02 à Kintchandi, 09 a Nguigmi et 05 cas à Kablewa.

Les survivantes ont reçu un soutien psychosocial approprié, les 2 cas de viol ont été rapportés tardivement, les survivantes étaient déjà enceintes, 10 cas ont été référés aux CSI de Nguigmi, Diffa et Kintchandi pour une prise en charge médicale.

Parmi ces survivantes, 11 sont des réfugiés, 8 des IDPs et 01 de la population hôte.

IV- PROTECTION DE L'ENFANCE

A. Prévention

Les sensibilisations sur la problématique de la protection des enfants ont été conduites par les partenaires et les comités de protection dans les localités de Sayam, Garin Wanzam Yébi et Dagaya, Kitchiandi et Kabléwa.

Elles ont porté sur la protection des enfants contre les risques liés à la Négligence, les abus physiques et émotionnels, l'exploitation sexuelle et économique et les diverses formes des travaux pénibles pour les enfants.

En somme, 1178 personnes dont : 63 hommes, 624 garçons ,128 femmes et 363 filles ont été touchés en 13 séances de sensibilisations.

B. Réponse

04 enfants dont 02 ENA (2F) et 02 ES (1F et 1G) ont fait l'objet d'un suivi à Sayam et Kindjandi. Ce suivi rentre dans le cadre de la collecte d'information sur l'intégration des enfants dans leurs familles d'accueil et aussi les relations particulières qu'ils ont avec les autres enfants de la communauté.

20 familles d'accueil ont bénéficié d'un appui en vivres et non vivres dont 14 à Kindjandi et 06 à Kabléwa. Ceci intervient dans le cadre du renforcement des capacités de prise en charge des enfants placés.

C. Renforcement des capacités

02 formations faites à Kindjandi et Kabléwa à l'endroit de 02 comités de jeunes, pairs éducateurs, ont porté sur la protection des enfants et aussi leurs rôles et responsabilités.

44 personnes (22 filles et 22 garçons) ont pris part à ces formations.

01 Atelier de Contextualisation des Standards Minimums pour la Protection de l'Enfance a été organisé à Diffa, les 22 et 23 mai. Les travaux ont permis aux participants d'adapter lesdits Standards aux réalités et au contexte opérationnel de la région. La mise en commun des résultats des consultations faites dans toutes les zones aboutira à la production des Standards Minimums pour la Protection de l'Enfance dans l'intervention humanitaire au Niger.

V- COHESION SOCIALE

A la suite d'une série d'entretiens avec la communauté, il ressort que les populations hôtes restent favorables à la cohabitation avec les personnes déplacées aussi longtemps que nécessaire. Cependant, en évoquant la question de vulnérabilité, des frictions apparaissent autour de questions liées à l'assistance humanitaire et à l'occupation des terres ainsi qu'à la pression exercée sur les ressources disponibles par les personnes déplacées et réfugiées.

Dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale, une séance de sensibilisation a été animée sur le site de Mounbio 4.

83 personnes ont participé à cette séance dont 23 hommes, 30 femmes, 12 filles et 18 garçons.

VI- LOGEMENT, TERRE ET PROPRIETE

L'occupation des espaces de pâturage crée toujours des conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Au niveau des agglomérations, des avis de déguerpissement ont été notifiés à 04 ménages PDI et 01 ménage de réfugié à N'guigmi suite à une occupation anarchique de terrains privés. Ces personnes sans l'autorisation préalable du propriétaire ont construit leurs abris sur des parcelles d'autrui.

A Diffa, il a été rapporté lors d'un focus groupe que des ménages du site de N'Guelmadoumai ont du se déplacer afin permettre au propriétaire de mettre en valeur son terrain. Ces ménages restent tout de même dans les rayons de l'espace abandonné.

Afin de pallier cette situation, des abris RHU sont en train d'être installés et seront mis à la disposition des personnes déplacées, en attendant la construction des maisons avec les briques **hydraform** qui sont en production dans la commune de Diffa.

VII- LES RISQUES D'APATRIDIE

A. Identification des personnes à risque d'apatridie

Les activités d'identification des enfants courant le risque d'apatridie sur les sites prioritaires (Garin wazam et Kindjandi) ont touché 1.523 enfants, dont 1.156 enfants réfugiés.

L'opération entamée dans la commune de Bosso a été interrompue pour des raisons de sécurité et d'accessibilité.

B. Réponse

505 actes de naissances ont été distribués au camp de Sayam Forage et sur le site de Gagamari. Ces opérations de distribution ont touché 372 enfants réfugiés nés au Niger depuis le début de la crise.

Des jugements déclaratifs émanant des communes de Chetimari et de Gueskerou ont été soumis aux mairies pour traitement et au Tribunal pour signature.

Jugements déclaratifs soumis pour signature pendant le mois de Mai

Communes	Déclarations de naissance soumises pour traitement	Filles	Garçons
Chétimari	529	261	268
Guéskerou	569	267	302

VIII- DEFIS OPERATIONNELS ET RECOMMANDATIONS

A. Défis et contraintes

- Les défis sécuritaires imposent parfois des restrictions des sorties sur les sites habituellement accessibles. Ainsi en est-il des restrictions d'accès dans les Communes de Bosso, Toumour, Gueskérou et au niveau des zones frontalières avec le Tchad et le Nigéria ;
- Difficulté d'accès aux soins pour les déplacés dans les sites des communes de Toumour et N'Guigmi ;
- Non reconnaissance des documents (cartes de réfugiés) particulièrement au niveau des trois check points de Mainé-Soroa avec imposition de paiement de taxes illégales.

B. Recommandations

Recommandations	Responsables
Plaider auprès des autorités pour le respect de la documentation délivrée aux réfugiés/déplacés	GTP
Intensifier les messages de sensibilisation sur les violences basées sur le genre et créer un mécanisme pouvant rendre autonomes les femmes veuves et les jeunes filles en âge de procréer.	SG-VBG
Améliorer la couverture sanitaire dans les localités de <i>Kayawa, Kassatchia, Gogorcé, Morimadi, Ngayami, Beyinga, Bourbourwa, Ngawarsso, Canadahol, Balahardé, Nguel Ichip, Ngadado.</i>	GT Santé Nutrition